

Le Président du Conseil Régional a décidé de repousser de quelques semaines l'examen de son budget primitif. Il a signifié par là qu'il entendait prendre la plus exacte mesure des conséquences de la crise économique actuelle et tenter de mieux articuler son budget à d'éventuelles décisions spécifiques de l'Etat.

Cette décision peut se justifier. Question : ce budget est-il susceptible de modifier le cours des choses au sein de la région ?

Il apparaît dans sa présentation politique, et ses « coups de pouce », comme en ayant la volonté ; celle d'aider la Lorraine à faire face à la crise. La CGT appuie cette démarche même si celle-ci aurait pu être davantage préparée avec les partenaires directement concernés.

Cette crise n'en est qu'à ses prémices. Les chiffres annoncés pour le premier semestre 2009 en matière de suppressions d'emplois sont alarmants. On peut citer ici Faure et Machet en Moselle, Trailor ou Raflatac. Quid de l'arrêt prolongé du haut fourneau chez ARCELOR MITTAL à Florange ?

Les derniers chiffres du chômage en région en attestent, + 5% contre 3.2% au plan national. Ce sont 125 demandeurs d'emplois de catégorie C supplémentaires par jour !! On prédit - 1,8% de croissance en 2009 !! A ce rythme on va vers 100 000 demandeurs d'emplois de catégorie 1 à la fin de l'année, plus grave sur 100 demandeurs d'emploi, il y a désormais 40 jeunes.

La structure même de nos emplois et de notre industrie, au sein de laquelle l'équipementerie automobile occupe une place importante, mettent l'économie régionale en première ligne des sombres prévisions.

Ces prévisions s'ajoutent aux restructurations des armées sur notre territoire, à la diminution drastique des postes au sein de l'éducation nationale « *qui subit chaque année son plan social* » disent les

syndicats concernés, ainsi qu'aux suppressions d'emplois à venir, conséquences de la RGPP pilotée par l'Etat.

Le capitalisme financier cannibale, comme aime à le dire Jean ZIEGLER et tous ceux qui le laissent faire encore aujourd'hui sont responsables.

L'économie spéculative qu'il installe pervertit et vampirise l'économie réelle entraînant destructions massives d'emplois, précarité et chômage. Les territoires subissent tout cela de plein fouet actuellement.

Le monde du travail lorrain souffre... arrêt massif de missions d'intérim, non renouvellements de contrats à durée déterminée vagues de licenciements et suppression de très nombreux emplois.

Difficultés grandissantes à boucler les fins de mois, à régler les factures d'énergie et de chauffage, augmentation du nombre de situations de surendettement... mais surtout crainte du lendemain et pour l'avenir de nos enfants. Les salariés sont devenus la seule variable d'ajustement.

Le Luxembourg qui demeurait notre ballon d'oxygène est touché lui aussi. S'il y a aujourd'hui 60 000 emplois supprimés dans les banques londoniennes de la City, qui peut dire qu'il n'y en aura pas demain chez nos voisins luxembourgeois ? Ne serait-il pas opportun de surveiller cela de très près.

En présentant son budget à la presse, le Président Masseret affirme qu'il entend « *sans pouvoir la contenir, proposer une réponse par anticipation et riposte à la crise économique et offrir des mesures pour l'accompagner* ».

Nous ne sommes pas loin de partager cette vision des choses ...

Or, le gouvernement n'a de cesse de regretter aujourd'hui que les collectivités locales soient trop dépensières. C'est un comble !!

Il ne veut pas tenir compte en la matière de l'écart qu'il impose entre les compétences qu'il leur transmet et les moyens insuffisants qu'il leur transfère pour les financer.

L'Etat doit tenir et accélérer ses engagements, mobiliser ses moyens en Lorraine.

Alors qu'il aurait pu depuis trois ans être fédérateur d'un certain nombre de réactions, il s'est effacé ... Pire, le contrat de plan n'est pas terminé, quant au contrat de projet, il prend du retard.

Ne nous illusionnons pas sur les réelles possibilités de la région de retourner la situation de crise. Cela nécessiterait des mesures d'une autre nature pour y remédier car nous vivons une crise structurelle.

Néanmoins elle doit utiliser jusqu'au bout toutes ses possibilités pour en atténuer les conséquences dramatiques tant pour les populations que pour les territoires. Elle doit le faire en tenant davantage compte des acteurs de terrain et notamment des organisations syndicales.

La CGT propose :

1) Que la région utilise un certain nombre de ses leviers d'intervention, qu'elle augmente par exemple le volume de ses garanties bancaires et pourquoi pas les mette en convergence avec des outils existant au sein d'autres collectivités, départements ou agglomérations lorsqu'ils ont vocation à intervenir eux aussi sur le champ économique et social.

2) Qu'elle abonde de façon significative ses dispositifs d'intervention existants, qu'elle réfléchisse de concert avec d'autres partenaires à mieux mobiliser en région l'épargne populaire et collective pour la mettre davantage au service de l'économie et de l'emploi.

3) Que la région devienne un point d'appui aux Comités d'Entreprises et aux organisations syndicales pour modifier les rapports entre donneurs d'ordre et sous traitants, notamment dans la filière automobile qui aurait mérité un « coup de pouce » spécifique.

4) Qu'elle informe les institutions représentatives du personnel des aides versées et permette leur intervention et leur contrôle. Aucune aide ne doit être accordée sans exigence de contrepartie réelle et quantifiable.

Pour la CGT, c'est en intervenant au plus près du terrain, c'est-à-dire des Entreprises, des salariés et des consommateurs, et en associant l'ensemble des acteurs économiques et sociaux, que la politique régionale choisira la voie de l'efficacité.

Toutefois toute aide financière, les garanties et l'expertise qui pourront être apportées au secteur économique -et au secteur bancaire en particulier- doivent faire l'objet d'évaluations et de transparence auprès des acteurs que sont les Organisations Syndicales.

Il va sans dire que la CGT Lorraine, en tant qu'acteur économique et social, est disponible et prête pour cette participation, pour le bénéfice de la Lorraine.

Enfin, faut-il le rappeler, la CGT, avec l'ensemble des autres confédérations syndicales, entend faire du 29 janvier prochain une grande journée de grève et de mobilisation des salariés du public comme du privé pour imposer d'autres choix économiques et sociaux.